

GUERRE EN UKRAÏNE

« Si la guerre se termine bientôt, je repartirai à Kharkiv, et travaillerai à l'hôpital comme avant ! »

BAR-SUR-AUBE. Depuis le 24 mars dernier, l'Association pour l'accueil des travailleurs et des migrants (AATM) accompagne des réfugiés ukrainiens dans la cité baralbine selon un dispositif qui, avec une guerre s'enlisant, a évolué. 25 Ukrainiens résident ainsi aujourd'hui au quartier des Varennes, en intermédiation locative grâce à de nouvelles ressources issues des aides de l'État ou du travail effectué, malgré la barrière de la langue.

OCÉANE PIREZ

EN CHIFFRES

- 25 résidents ukrainiens sont à Bar-sur-Aube, répartis dans 10 logements.
- 56 % sont des femmes, de 27 à plus de 60 ans.
- 24 % sont des hommes dont 30 % sont soit invalides, soit retraités.
- 20 % sont des enfants. Deux sont scolarisés au lycée, deux autres à l'école primaire. Et, un nourrisson est né en France.

Un petit drapeau bleu azur et jaune posé sur sa commode et son téléphone portable. Voilà les seuls liens qui lui restent avec son pays. Sur son écran tactile, les souvenirs défilent plus rapidement que les photos envoyées par quelques proches restés en Ukraine, malgré la guerre engagée par la Russie depuis le 24 février dernier. Marina, 66 ans, a pris la décision de partir. Celle qui avait déjà « fait face à la guerre et fuit la Géorgie avec [ses parents] » pour s'installer à Kharkiv, deuxième plus grande ville ukrainienne, a dû à nouveau tout laisser derrière elle, 50 ans de vie.

partement au quartier des Varennes.

25 RÉSIDENTS UKRAINIENS ET UN ACCOMPAGNEMENT ÉVOLUTIF
Dans cette entrée de ville résidentielle, 24 autres Ukrainiens, répartis dans 10 logements, s'y sont réfugiés, avec l'aide de l'Association pour l'accueil des travailleurs et des migrants (AATM). Le premier est arrivé le 24 mars. Les autres, pour la plupart, ont suivi dans les quinze jours, quittant « des villes totalement détruites. Le dispositif était alors sur une prise en charge de type hébergement d'urgence. C'était leur assurer un abri, permettre aux personnes de se poser. Il a fallu trouver des appartements, les équiper. On a eu l'appui de Mon Logis, de dons de particuliers, de magasins du secteur, pour pouvoir mettre des choses à minima à l'appartement, leur permettre de se nourrir », indique Wanda Saire, directrice générale de l'AATM basée à La Chapelle-Saint-Luc, mais disposant d'antennes à Bar-sur-Aube via différentes structures dont le Centre d'accueil pour demandeurs d'asiles (CADA) et l'hébergement d'urgence (HU). Le conflit s'enlisant, le dispositif a évolué. La « bascule » ? Elle s'est faite au 30 juin. « Aujourd'hui, on est en intermédiation locative. Ils paient un loyer maintenant qu'ils ont des ressources par les aides de l'État, équivalentes à l'allocation pour demandeur d'asile et par le travail », révèle-t-elle.

D'ailleurs, sur les 25 réfugiés dont 20 % sont des enfants s'apprenant à retrouver le banc de l'école primaire ou du lycée, 12 travaillent. « Certains font les vendanges. Il y a des pistes aussi avec des entreprises locales qui cherchent de la main-



Marina, 66 ans, a quitté l'Ukraine début mars, en direction d'abord de Barcelone avant de rejoindre Bar-sur-Aube et des amis qui s'y étaient réfugiés, explique-t-elle aux passages de Rafales, qui, à l'instar des sirènes lancées en début de mois, rappellent de mauvais souvenirs.

d'œuvre, Aube Bedding, et Régnier. Ils sont mobilisés. Marina, malgré son âge et des problèmes de santé, de mobilité, avait même demandé, de mémoire, à intervenir en maison de retraite », se rappelle Wanda Saire. L'ancienne anesthésiste en Ukraine, elle, s'étonnerait presque

de ne pas pouvoir travailler. Elle occupe donc ses journées « en balades dans la ville, à faire le ménage, la lessive, la cuisine pour moi et mes amis que je vois souvent », décrit-elle, consciente que la santé ou l'âge ne sont pas les seuls freins pour les réfugiés à l'insertion par le

travail.

« Au niveau des profils, il y a des infirmières, traductrices, ingénieurs, managers, chefs de restauration. Certains ont exercé des métiers en tension de recrutement en France. Mais souvent, le problème, c'est la barrière de la langue », note la directrice gé-

De la Croix-Rouge à l'AATM



Wanda Saire, directrice générale de l'AATM, Baylan Samil, intervenant social, Arabelle Violette, chef de service, accompagnent les réfugiés ukrainiens.

Sur le département, quatre opérateurs accueillent des réfugiés ukrainiens. « La Croix-Rouge dispose de places à Arcis-sur-Aube et un peu sur Troyes. Il y a Coallia qui a des places dans l'agglomération troyenne, le Pact, pareil. Et, nous, on a aussi 11 personnes à La Chapelle-Saint-Luc », liste Wanda Saire, directrice générale de l'Association pour l'accueil des travailleurs et des migrants.

Le point de départ, c'est la Croix-Rouge. « Elle gère le flux. C'est elle qui était en capacité de gérer la descente des bus. Le dernier a eu lieu fin juillet. Une fois les demandes centralisées, on a des réunions pour proposer des places. On déclare les appartements prêts, et quand il y a une composition familiale qui correspond à la typologie des logements, des orientations sont faites », explique-t-elle. Mais ni l'Aube, ni même la France, ne sont les plus touchés par l'accueil des Ukrainiens. « On en a reçu bien moins que ce à quoi on s'attendait. Beaucoup se sont installés dans les pays limitrophes, ou en Allemagne qui avaient déjà pas mal de ressortissants ukrainiens. En France, le Sud a davantage été sollicité et l'Île-de-France », a remarqué Wanda Saire. Aujourd'hui, il y a encore des demandes, mais souvent d'individuels. « Dans les familles qu'on accompagne, ils font remonter qu'il y a des proches qui souhaitent arriver avec ce qu'il se passe encore aujourd'hui, note Arabelle Violette, chef de service. On les conduit au niveau de la Croix-Rouge pour préciser qu'ils ont des proches à Bar-sur-Aube et qu'ils soient orientés ici de manière à ce qu'ils puissent enfin se retrouver ».

droit. L'État a mis en place des documents traduits, malgré tout, c'est une culture française du papier qu'il faut qu'on arrive à leur faire s'approcher », pointe Wanda Saire.

« L'État s'était engagé pour six mois. Au-delà, on ne sait pas encore ce qu'il va se passer. »

Wanda Saire, directrice générale de l'AATM Pour les accompagner, un poste d'intervenant social inhérent au dispositif ukrainien, a été créé. « Il y a beaucoup de demandes au niveau de la santé, sur les prises de rendez-vous médicaux. C'est ce qui prend le plus de temps, surtout qu'il n'y a pas forcément tout sur place », remarque l'intervenant Baylan Samil. Autre inquiétude pour les réfugiés ukrainiens : le coût de la vie. « Ils sont très impressionnés des prix en France. Le salaire moyen là-bas, c'est 350, 400 euros. Ici, c'est le prix du loyer, sans compter les charges, les produits de vie courante », avance Wanda Saire.

« Si les APL sont ouvertes, selon la composition familiale, le reste à charge pour le loyer, est assez diminué de 50 à 120 euros. Ils continuent aussi d'aller aux Restos du Cœur, la

Croix-Rouge, le Secours populaire pour pouvoir équilibrer les dépenses sur le mois », détaille Arabelle Violette.

Une balance budgétaire incertaine alors que le dispositif pourrait à nouveau changer en fonction de la situation et de sa pérennité. « L'État s'était engagé pour six mois. Au-delà, on ne sait pas encore ce qu'il va se passer. Est-ce qu'on va passer en baux glissants, pour que les personnes gardent les appartements, et on n'intervient plus ? Ou avec de nouveaux besoins (a priori, des personnes vont encore arriver), on va mettre à disposition les logements actuels aux derniers arrivés et orienter ceux qui sont ici depuis, 3, 4, 5 mois ailleurs ? », s'interroge Wanda Saire.

En attendant, l'accompagnement se poursuit et la solidarité se consolide entre les réfugiés dont beaucoup aspirent à retrouver l'Ukraine. « Si la guerre se termine bientôt, je repartirai à Kharkiv, et je travaillerai à l'hôpital comme avant », espère Marina, les yeux humides et la main sur le cœur. Retourner en Ukraine donc, en dépit, d'un territoire et d'un « logement incendiés, détruits, et coupés de l'eau, de l'électricité, du chauffage », ou justement parce que le pays est à reconstruire ! ■



Les Varennes aux couleurs de l'Ukraine